

démocratique ? Ou bien à prendre des décisions à sa place ? Alors il ne sert plus à rien, et on se demande pourquoi on en parle. Le réel problème est de trouver les formes de la démocratie prolétarienne, comités de base, d'usine, conseils ouvriers, formés, par lesquelles les masses s'exprimeront, prendront et appliqueront elles-mêmes leurs propres décisions, problème que nos dirigeants ne savent pas aborder hors du cadre du parlementarisme bourgeois. Le camarade Aragon peut dire « le Parti a revalorisé les valeurs », ces valeurs n'en restent pas moins celles de la bourgeoisie triomphante de 89.

Reprenons par exemple l'idée que l'autorité du pouvoir est fondée sur des lois. Les résistances étant illégales, contraires à la loi, l'autorité du pouvoir se trouve renforcée. Autorité vis-à-vis de qui ? Admettons qu'il s'agisse de l'autorité vis-à-vis des anciens exploités. Alors aucune loi ne peut les empêcher de vouloir renverser le nouveau régime. Seule la force du prolétariat armé d'armes et non de lois, peut effectivement empêcher la réaction d'organiser la contre-révolution, en s'appuyant notamment sur les hésitations des classes moyennes (27). Ce ne sont pas les lois socialistes qui ont écrasé le débarquement contre-révolutionnaire de la Baie des Cochons à Cuba.

Il nous faut donc admettre qu'il s'agit de l'autorité vis-à-vis de l'ensemble de la population ? Le fond de l'affaire est alors clair : nos dirigeants ne voient le socialisme que comme la substitution de l'appareil d'Etat appliquant des lois socialistes, à l'appareil d'Etat appliquant des lois capitalistes. Le bouleversement des structures de l'Etat est un problème inexistant : il n'est jamais abordé. Devant de telles conceptions, c'est toute la polémique de Lénine contre le Kautskysme, que nous pourrions reprendre. Lénine explique précisément que le socialisme n'est pas la substitution d'une bureaucratie à une autre. L'autorité, si ce mot garde encore un sens, ne peut résulter que de la participation effective de tous les prolétaires à toutes les fonctions de l'Etat.

Nos dirigeants ont simplement retrouvé la vieille stratégie réformiste, qu'il suffisait de chercher un déplacement du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat bourgeois pour assurer le pouvoir au prolétariat. Nous trouvons bien là l'explication de ce qu'ils appellent dictature (temporaire ou non) du prolétariat. Il ne s'agit plus d'une forme d'Etat propre à assurer l'hégémonie politique du prolétariat, « l'organisation du prolétariat en armes » (Lénine), il ne s'agit plus que d'un programme appliqué par l'Etat explicitement reconnu comme une institution au dessus des classes, et propre à être utilisé par le prolétariat après avoir été l'instrument de la bourgeoisie.

Cette idéologie réformiste imprègne à tous les niveaux notre programme. Le programme du Parti est une échelle entre le capitalisme monopoliste d'Etat, et le socialisme. Vers le milieu, disons, se trouve le barreau appelé « Démocratie Véritable ». Bien plus bas, n'allons pas trop vite, se trouve le barreau baptisé « programme commun ». Ce barreau étant encore trop haut, nous nous sommes contentés d'un barreau encore plus bas, dit « union de la gauche » ou « soutien à Mitterand ». Cette conception gradualiste (28) du passage au socialisme implique une escalade parallèle des autres partis, qui passeraient progressivement d'un côté à l'autre de la barrière de classe : ce sont les « alliés » ! « Il faut, dit la résolution du 18ème congrès, que la S.F.I.O. abandonne sa politique de collaboration de classe ». On comprend dès lors, qu'il est normal de vouloir collaborer dès maintenant et de façon de plus en plus étroite avec des partis bourgeois : dans le cadre du passage pacifique,

(27) Tel est le sens, rappelé plus haut, de la Dictature du Prolétariat exerçant sa violence de classe sur toutes les autres classes, sans être lié par aucune loi.

(28) Ce gradualisme, cette désescalade, c'est bien ce que nous avons vu au niveau des résolutions des Congrès. Rappelons ce qui fut dit sur les conditions de soutien du Parti à un éventuel candidat commun aux élections présidentielles :

- « Programme minimum » disait-on en juillet 65
- « Plate-forme commune » (Huma du 3 septembre 65)
- « Plate-forme acceptable » (Huma du 18 septembre 65)
- « Options Mitterand » (23 septembre 65)

du pluripartisme, de la démocratie véritable ils seront certainement amenés, par « la logique de l'histoire » déjà citée, à devenir des défenseurs du socialisme. Alors, leur faire quelques concessions, ne fait qu'avancer l'unité inéluctable.

Nous comprenons maintenant pourquoi la logique de la ligne de démocratie véritable conduit de capitulation en capitulation devant la bourgeoisie. Si nous sommes sur un barreau trop élevé de l'échelle, par rapport aux gens d'en face, il faut se placer plus bas. Cette politique a, bien sûr, des risques : quand on donne sans contrepartie les voix des ouvriers à ceux qui sont encore des bourgeois, ceux-ci ont toutes les raisons de se montrer de plus en plus exigeants. Mais nous avons des atouts : c'est nous qui organisons la classe ouvrière, et nous nous faisons fort de le montrer (voir l'exploitation par nos dirigeants du 17 mai et du 1er Février face à la F.G.D.S.).

Dans ces jeux de type parlementaire, nos dirigeants sont fort gênés par un certain reste d'« habit » révolutionnaire, qui se maintient, malgré l'absence de formation politique, au niveau des traditions et des mots d'ordre. Et il y a des militants qui restent, eux, sensibles aux exigences de leur classe. Notre direction est donc amenée à faire la politique derrière leur dos (voir lettre de Waldeck Rochet à Mitterand). La résolution du 18ème Congrès nous apprend que « le Parti a contribué efficacement à l'entrée en lice d'un candidat se réclamant de l'union de la gauche ». Quand ? A l'initiative de qui ? Nous n'en saurons jamais plus !

Dans le Parti, le militant n'a jamais eu une grande responsabilité dans l'élaboration de la politique du Parti. Autrefois, la contrainte bureaucratique empêchait le militant de faire de la politique au niveau de sa cellule. Mais, au moins, il avait une ligne claire à défendre et à faire pénétrer dans les masses. La lecture de l'Huma, les principes appris à la cellule (sur les bourgeois, les américains, les socialos, la gauche, la défense inconditionnelle du chef suprême Staline, etc) lui permettait de recréer la ligne, au moins entre deux virages, et il était armé pour se battre. Maintenant, la nature électoraliste de la politique de nos dirigeants, fait que la politique se réfugie de plus en plus haut, au niveau des tractations secrètes entre le Bureau Politique et l'état-major de la F.G.D.S.. Il est clair qu'une telle politique échappe naturellement à la compétence de la cellule. Et comme cette politique n'a plus de principe, à aucun moment le militant ne peut être à même de décider ou même de comprendre pourquoi la ligne doit comporter ou non une Assemblée Constituante, comporter ou non la suppression de l'armée de métier, etc.

Telle est la source du malaise dont nous sommes partis ; le militant ne peut plus qu'attendre les fluctuations de la ligne : une telle politique lui échappe totalement. Qui n'a vu, au cours des conférences de section, les délégués fédéraux de service éluder les questions que posaient les camarades à juste titre, alors qu'il n'y avait pas encore d'accord électoral, sur notre attitude possible au second tour des élections, pour ramener la discussion sur la bataille du premier tour ? De même, qui ne se souvient que, lors de la préparation du 17ème Congrès, la direction se refusait à condamner formellement la tentative Defferre ? De même encore, la « fluidité » de la résolution du 18ème Congrès dont l'irrésolution permettra demain à peu près n'importe quelle ligne. A force de souplesse la ligne devient lâche !

Le militant ressent ces péripéties comme des incohérences, il ne peut déterminer quel est le barreau le plus bas que nous puissions prendre et ne peut plus s'en remettre qu'à sa confiance aux dirigeants.

La seule attitude vraiment cohérente eût été de laisser la « veste révolutionnaire ». Certains camarades de la base (y compris des permanents) sont déjà prêts ; c'est là aussi un reflet de la dégradation de la composition sociale du Parti.

Toutefois, même si l'évolution actuelle est dans une bonne mesure, irréversible, plusieurs conditions tant nationales qu'internationales font que le Parti n'est pas prêt à jouer le rôle des partis sociaux-démocrates ; une chose est le programme réformiste ; une autre est l'interpénétration du Parti et de l'appareil d'Etat bourgeois, phénomène qui fut la racine de la faillite de la IIème Internationale, et qui est toujours pour nous la raison fondamentale de l'impossibilité d'une régénération de la S.F.I.O.. Les partis de la IIème Internationale voulurent agir sur l'Etat bourgeois de l'intérieur : ils y réussirent si bien qu'ils ne furent plus que des appendices de la bourgeoisie. L'Etat, l'administration de la bourgeoisie sont truffés de « militants socialistes ». On peut être à la fois membre de la S.F.I.O. et commissaire de police !